

L'économie indienne en bonne voie

Sophie Chauvin & Françoise Lemoine*



p. 70-83

L'Inde fait partie des pays en développement dont la croissance économique a été la plus forte au cours des vingt dernières années. Avec une taille démographique comparable à celle de la Chine, mais un système politique et une stratégie économique fort différents, elle se profile comme l'un des futurs géants de l'économie mondiale.

Cependant, la victoire du Parti du Congrès aux élections législatives de mai 2004 a été une surprise. Les urnes ont démenti la vision d'une « *Shining India* » mise en avant dans la campagne électorale par la National Democratic Alliance, au pouvoir depuis 1998. Les succès économiques dont se prévalait la coalition sortante n'ont pas suffi à masquer aux yeux de la majorité de la population indienne les déséquilibres qui les ont accompagnés : stagnation du secteur rural, déficiences des infrastructures, inégalités croissantes.

La mise en place de la nouvelle coalition, la United Progressive Alliance, a fait naître certains doutes sur la poursuite de la politique économique engagée depuis le début des années 1990, en raison des divergences entre les partis politiques qui la composent. Cependant le Programme commun minimum sur lequel ces partis se sont mis d'accord ne devrait pas remettre en cause les réformes initiées en 1991 sous l'égide du Parti du Congrès et de M. Singh, nommé Premier ministre du nouveau gouvernement.

La croissance de l'économie indienne

Au début des années 1950, l'Inde nouvellement indépendante s'engage sur la voie socialiste, avec comme double objectif le développement et l'indépendance économiques. Cette stratégie confère un rôle important à l'État ; elle se traduit par la nationalisation de certains secteurs (télécommunications, réseau ferroviaire), l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures et la planification de l'activité économique.

* Sophie Chauvin est économiste au CEPII. ; Françoise Lemoine est économiste senior au CEPII.

Jusqu'en 1964, la croissance est relativement forte, tirée par l'essor d'un secteur manufacturier moderne et soutenue par les investissements publics dans les infrastructures et les services (tableau I). À partir du milieu des années 1960, la croissance ralentit. L'économie subit plusieurs chocs : sécheresses de 1965 et 1966, dévaluation de la roupie en 1966, choc pétrolier de 1973. Mais différentes mesures économiques contribuent aussi à ce ralentissement : restrictions imposées au secteur privé, renforcement des contrôles sur les échanges extérieurs, durcissement de la réglementation du marché du travail.

À partir du début des années 1980, l'Inde s'engage dans des réformes qui desserrent les contrôles pesant sur l'activité économique. Les initiatives prises par le gouvernement de R. Gandhi sont prudentes et limitées : assouplissement du système de licences réglementant l'activité industrielle, libéralisation des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires destinés aux industries exportatrices, baisse de certains taux d'imposition. Ces mesures donnent une nouvelle impulsion à la croissance et à l'investissement ; l'efficacité du capital s'améliore. Ces progrès s'accompagnent néanmoins d'une aggravation du déficit budgétaire et du déficit des paiements courants.

Sur ce fond de déséquilibres structurels, plusieurs chocs (guerre du Golfe, effondrement du marché soviétique, instabilité politique interne) provoquent en 1991 une crise des paiements extérieurs. Le gouvernement amorce alors un tournant dans sa stratégie économique et adopte un programme de stabilisation et de réformes structurelles, appuyé par le FMI. La roupie est dévaluée de 24 % en juillet 1991.

Tableau I – Croissance de l'économie indienne (moyenne annuelle en %)

	1951-1964	1965-1979	1980-1991	1992-1997	1998-2002	1951-1980	1981-2002
PIB réel	4,3	2,9	5,5	6,2	5,4	3,7	5,6
Agriculture	2,8	1,1	3,8	3,5	1,4	2,3	2,8
Industrie	6,6	3,9	6,2	7,0	5,0	5,2	6,2
Services	4,7	4,3	6,4	7,9	7,5	4,5	7,1

Source : *Business Beacon* (CMIE), calculs des auteurs.

La libéralisation de l'économie dans les années 1990

Les réformes lancées à partir de 1991 conduisent à une libéralisation interne de l'économie et à son ouverture sur l'extérieur. Dans l'industrie, les monopoles d'État sont réduits au minimum et le système des licences est quasiment aboli dans l'industrie manufacturière. Un programme de restructuration des entreprises publiques et d'ouverture de leur capital est mis en place. La réforme du secteur bancaire et financier autorise l'activité des banques privées et étrangères, libéralise les taux d'intérêt ainsi que les marchés boursiers qui s'ouvrent aux investissements étrangers. La réforme impose le recours aux emprunts aux taux du marché pour le financement du déficit budgétaire. L'ouverture de l'économie sur l'extérieur passe par une réduction des barrières tarifaires et non tarifaires, par l'introduction de la convertibilité de la roupie

pour les opérations courantes (1994), puis par une libéralisation partielle des opérations de capital (1997) et de celle des investissements directs étrangers.

Les réformes entraînent dans un premier temps (1992-1997) une accélération de la croissance, des investissements et des exportations de biens et services. À partir de 1997, cependant, un retournement intervient : la croissance fléchit et son rebond en 2003 (8 %) s'explique pour l'essentiel par le rattrapage de la production agricole après sa chute en 2002.

En dehors des facteurs conjoncturels, plusieurs raisons sont avancées pour rendre compte de cette décélération. Les réformes restent inachevées. Elles n'ont guère touché le marché du travail, ni les grands monopoles étatiques (chemins de fer, électricité) dont la gestion dégradée aggrave les déficiences des infrastructures. L'investissement plafonne, pénalisé par des taux d'intérêt élevés et l'effet d'éviction exercé par le financement de la dette publique. La consommation est peu dynamique notamment du fait du faible pouvoir d'achat de la majorité de la population rurale et du manque de réformes dans le secteur agricole.

Dans ce contexte, certaines analyses ont ouvert le débat sur le rôle respectif des réformes entreprises dans les années 1980 et depuis 1991 dans la rupture du rythme de croissance indienne. Au-delà du cas indien, ce débat soulève la question des stratégies qui sont les plus à même de favoriser la croissance économique dans les économies émergentes.

Les réformes des années 1980 ont eu pour effet d'élever la croissance potentielle de l'économie indienne [Acharya, 2001 ; DeLong, 2001]. Rodrik et Subramanian (2004) expliquent que malgré leur caractère parcellaire, elles ont eu un impact important car elles traduisent un changement d'attitude du gouvernement en faveur de l'initiative privée et des grandes entreprises existantes. L'approche « pro-business » adoptée alors était très différente de l'approche « pro-libéralisation » qui allait être suivie dans les années 1990. Elle visait à renforcer les entreprises existantes du secteur organisé, plus qu'à les exposer à une concurrence accrue, et elle faisait une part limitée à l'ouverture et à la concurrence extérieures. Ce changement d'attitude a entraîné une forte hausse de la productivité, l'Inde étant très loin de sa frontière de production. L'industrie manufacturière, constituée dans la période précédente, a pu tirer parti de ces incitations, jouant ainsi un rôle décisif dans la forte réaction de l'économie indienne. Le point de rupture dans la trajectoire indienne se situe donc dans les années 1980. Le renforcement du secteur manufacturier au cours de ces années peut d'ailleurs expliquer que celui-ci ait bien réagi aux réformes ultérieures, prises sous la pression des déséquilibres macroéconomiques (à la différence de ce que l'on a observé dans beaucoup de pays d'Amérique latine).

Cette interprétation est contestée par d'autres auteurs [Srinivasan et Tendulkar, 2003 ; Panagariya, 2004], pour qui le point de rupture dans l'évolution de l'économie indienne se situe au début des années 1990 avec la libéralisation et l'ouverture économiques. Les réformes des années 1980 ont seulement joué un rôle précurseur. La croissance des années 1980 était fragile et non soutenable, car stimulée par l'expansion budgétaire et fondée sur un accroissement de l'endettement extérieur. Dans cette

analyse, la libéralisation des échanges extérieurs après 1991 a joué un rôle majeur dans l'accélération de la croissance.

Ces deux interprétations conduisent à souligner l'importance de la séquence des réformes économiques. Le gradualisme, dans le cas de l'Inde comme dans celui de la Chine, apparaît comme l'une des conditions du succès car il assure un enchaînement des réformes en adéquation avec la capacité d'adaptation de l'économie. La comparaison avec la Chine montre également que si la première phase de réformes peut se faire sans « perdants », la deuxième phase, qui implique une ouverture à la concurrence notamment internationale, est plus difficile à mener car elle crée aussi des perdants.

Structures de l'économie indienne

Le produit intérieur brut indien représente 1,5 % du PIB mondial en 2000 (au taux de change courant) et fait de l'Inde la onzième économie du monde, loin derrière la Chine (3,4 %). En parité de pouvoir d'achat, le poids de ces deux économies est nettement plus important (respectivement 5,4 % et 11,2 %) et surtout leur contribution à la croissance mondiale depuis le début des années 1990 est très significative. Entre 1991 et 2003, la croissance mondiale a été de 3,2 % en moyenne annuelle, l'Inde y a contribué pour 0,3 point (soit près de 10 %) et la Chine pour 0,9 point (près de 30 %).

Bien qu'elle soit depuis vingt ans sur une trajectoire de rattrapage, l'Inde avec un PIB par habitant de 600 dollars fait aujourd'hui encore partie de la catégorie des pays en développement ayant les revenus par tête les plus bas. Évalué en parité de pouvoir d'achat, son revenu par habitant (2 500 dollars) est inférieur de moitié à celui de la Chine.

La composition de la production et de l'emploi reflète ce faible niveau de développement. L'agriculture emploie environ 200 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population active, et produit un quart du PIB (contre 33 % en 1990), ce qui explique que les variations de la production agricole ont toujours un effet très important sur celles de l'offre et de la demande nationales. Hors agriculture, le secteur « non organisé » (entreprises individuelles et familiales, entreprises de villages, coopératives) assure la grande majorité des emplois (80 % en moyenne et jusqu'à 85 % dans l'industrie manufacturière) et une fraction encore très importante de la production (45 % en moyenne, jusqu'à 50 % dans les services). L'écart entre les deux proportions souligne la faible productivité du secteur non organisé.

Le secteur manufacturier indien est très étroit. L'industrie (y compris les mines et le bâtiment) assure environ 28 % du PIB, mais le secteur manufacturier représente seulement 15 % du PIB et emploie 12 % de la population active en 2000. La croissance manufacturière s'est surtout faite dans le secteur organisé, dans les activités intensives en capital.

Les services ont été le moteur de la croissance économique des vingt dernières années. Leur part dans l'économie est passée de 43 % en 1983, à près de 50 % en 2003, et correspond à celle que l'on observe dans des pays où le niveau de revenu est nettement plus élevé (pays à revenu intermédiaire). Là aussi, c'est le secteur organisé

qui est à l'origine de la croissance. Les activités les plus dynamiques sont les services aux entreprises, dont les services informatiques qui ne représentent encore en 2001 que 2 % de la valeur ajoutée du secteur (1 % du PIB) ; les communications, en particulier les télécommunications ; les services financiers ; les services sociaux (éducation et santé). Selon Gordon et Gupta (2003), la croissance rapide des services s'explique principalement par la forte élasticité de la demande au revenu et par l'externalisation des services des entreprises industrielles. La demande extérieure et les mesures de libéralisation l'ont aussi favorisée. La contribution des services à la création d'emplois a été dans les années 1990 plus faible que leur contribution à la croissance du PIB en raison des gains de productivité réalisés dans ce secteur. Leur part dans l'emploi a stagné (autour de 24 %) alors que leur part dans le PIB passait de 41 % à 49 % de 1990 à 2000.

Les progrès de l'insertion internationale

Les réformes des années 1990 ont accru l'ouverture de l'économie. De 1990 à 2000, le poids des échanges extérieurs (moyenne des exportations et des importations) dans le PIB est passé de 6,5 % à près de 10 % ce qui situe l'Inde à un niveau proche de celui du Brésil et de l'Argentine, mais parmi les économies les plus fermées d'Asie (21 % pour la Chine et 50 % pour la Thaïlande). Cette faible ouverture résulte à la fois de choix politiques et de facteurs structurels qui ont limité le rôle du commerce extérieur dans l'économie, en particulier dans le secteur manufacturier. Alors que les exportations de produits agroalimentaires et textiles sont d'une importance majeure pour l'Inde (46 % de ses exportations en 2001), dans ces deux secteurs elle se heurte à la protection des marchés mondiaux. Le développement de secteurs nouveaux, à plus forte intensité en capital humain (services informatiques, industrie pharmaceutique et biotechnologies) apparaît moins bridé par des contraintes internes et a positionné l'Inde sur des créneaux dynamiques de la demande mondiale. Ainsi, dans la deuxième moitié des années 1990, les exportations indiennes de services ont connu une croissance très rapide. Elles représentent près de la moitié des exportations de marchandises en 2000 (le quart en 1990). Cet essor a été largement porté par les services informatiques (35 % des exportations totales de services en 2001) et l'Inde est devenue, avec 20 % des exportations mondiales, le premier exportateur devant l'Irlande et les États-Unis.

Les mesures de libéralisation économique mises en place au début des années 1990 ont également ouvert l'Inde aux investissements étrangers. Les investissements directs ont progressé plus vite que les investissements de portefeuille, mais ils jouent encore un rôle limité dans l'économie indienne, comparé à d'autres économies asiatiques. En 2001, le stock d'IDE représentait 4,6 % du PIB et 3,2 % de la FBCF (contre respectivement 33,2 % et 10,5 % en Chine).

Les grands problèmes

L'emploi

La croissance des années 1990 a été peu créatrice d'emplois. Entre 1983 et 1993, le nombre d'emplois a augmenté de près de 8 millions par an (+ 2,7 %), mais de moins de 4 millions par an (+ 1,1 %) de 1993 à 2000. Le taux de chômage s'élève à 7,3 % en

1999-2000, contre 6 % en 1993-1994, et s'accompagne d'un fort sous-emploi rural. Plusieurs éléments expliquent cette évolution défavorable : l'agriculture a cessé d'absorber le surcroît de travailleurs ; le secteur non organisé, le plus intensif en emplois, a connu une croissance plus faible que le secteur organisé ; l'emploi dans le secteur organisé a stagné en raison des mesures de rationalisation des entreprises et de la configuration de la croissance, plus forte dans les secteurs à forte intensité capitalistique que dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Si ces tendances se prolongent, le taux de chômage pourrait doubler dans les années à venir car l'augmentation de la population en âge de travailler, qui a ralenti entre le milieu des années 1980 et celui des années 1990, va s'accélérer au cours des prochaines années. Comme l'indique le rapport de la Commission du Plan (2002), le secteur organisé, public comme privé, ayant un potentiel de création d'emplois limité, l'amélioration de la situation suppose une politique d'encouragement de l'emploi dans le secteur non organisé. Seul un changement dans le mode de croissance et une réallocation des ressources au niveau sectoriel et intrasectoriel, en faveur des activités intensives en main-d'œuvre, permettraient de créer les 10 millions d'emplois nouveaux par an nécessaires pour faire face à l'arrivée des jeunes et réduire le chômage.

L'aggravation des inégalités

Même si la pauvreté a régressé, affectant une moindre fraction de la population, elle reste très étendue. Selon le PNUD, 35 % de la population indienne vit avec moins de 1 dollar par jour, 16 % de la population n'a pas accès à l'eau courante, 47 % des enfants de moins de 5 ans sont sous-alimentés.

En outre, les inégalités de revenu ont eu tendance à augmenter dans les années 1990. Selon Banerjee et Piketty (2003), la libéralisation économique s'est accompagnée de l'enrichissement des catégories les plus aisées : la part du revenu détenue par les 1 % les plus riches, après avoir baissé sensiblement entre le milieu des années 1950 (13 %) et le début des années 1980 (5 %), s'est ensuite accrue et atteignait 11 % en 1997.

Par ailleurs, une comparaison des inégalités entre régions à l'intérieur de cinq grands pays (Inde, Indonésie, Chine, États-Unis, Brésil) montre que l'Inde est avec la Chine et l'Indonésie, le pays où les inégalités de revenu entre régions ont le plus augmenté dans les années 1990. En outre, parmi les États indiens les plus peuplés, ce sont les plus riches qui ont enregistré la croissance du revenu la plus élevée [Milanovic, 2004].

L'aggravation des inégalités freine la demande interne dont la faiblesse constitue une contrainte pour les industries traditionnelles (textile). En outre, les inégalités régionales se traduisent par des divergences d'intérêt entre les États les plus riches et les plus pauvres, ces derniers étant les plus représentés au Parlement du fait de leur poids démographique. Enfin, ces disparités régionales entraînent des pressions migratoires qui sont source de tensions interétatiques et tendent à devenir une question politique majeure.

Le déficit des finances publiques

Depuis 1996-1997, les finances publiques de l'Inde ne cessent de se dégrader. Le déficit agrégé du budget de l'État central et des budgets des États oscille autour de 10 % du PIB depuis 1998-1999 (contre 6,5 % en 1995-1996). La dette publique dépasse, depuis 2001, 80 % du PIB.

Certes, le niveau de la dette publique reste actuellement gérable. Le financement des déficits s'est essentiellement fait par recours à l'emprunt intérieur, en monnaie nationale et sur des maturités de long terme (en moyenne de 9 ans). La dette extérieure est relativement faible et les réserves de changes importantes (plus de 90 milliards de dollars en 2003). Cependant, au vu des expériences de pays qui ont connu des crises financières, la trajectoire actuelle de la dette indienne paraît insoutenable à long terme [Roubini et Hemming, 2004]. La loi de responsabilité fiscale, votée fin 2003, stipule l'élimination du déficit courant du gouvernement central d'ici 2009.

Le déficit des finances publiques est structurel. Il tient à la faiblesse des revenus (qui stagnent à environ 18 % du PIB) et à l'augmentation des dépenses qui dépassent 28 % du PIB en 2002 (contre environ 25 % en 1995-1996). Celle-ci tient tant aux dépenses budgétaires du gouvernement central (paiement des intérêts, salaires et retraites des fonctionnaires, défense et subventions) qu'à celles des États. Le système fédéral indien est l'un des plus décentralisés du monde en ce qui concerne les dépenses relevant des États, mais ces derniers ont des revenus qui ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités en matière de dépenses. Ils ont peu d'autonomie dans la collecte des taxes locales et sont très dépendants des transferts du gouvernement central. En outre, les gouvernements locaux ont des facilités de recours à l'emprunt intérieur mais ils ne peuvent pas contracter des emprunts extérieurs. Ce système n'incite pas les États à maîtriser leur déficit qui est passé d'environ 2,5 % du PIB en 1993-1994 à plus de 4 % depuis 1998.

Les perspectives de croissance à moyen et long terme

La croissance 2002-2007

Le 10^e Plan a pour objectif un taux de croissance du PIB de 8 % par an en moyenne sur la période 2002-2007, soit une nette accélération par rapport aux tendances observées ces dernières années. Pour atteindre cet objectif, le Plan table sur une augmentation du taux d'investissement, public et privé, qui devrait atteindre 28 % et sur une amélioration de l'efficacité du capital. Pour empêcher que la hausse des dépenses d'investissement se traduise par un creusement du déficit budgétaire, le Plan prévoit une réduction des subventions et de la charge des intérêts résultant d'une diminution de la dette ainsi qu'une augmentation des recettes budgétaires grâce à des réformes fiscales (taxation des services notamment).

Des scénarios élaborés par B. Bhattacharya avec un modèle économétrique indiquent que s'il n'y a pas de changements majeurs dans la politique économique ni dans le cours des réformes, la croissance se poursuivra au rythme de 6 % par an. L'économie indienne est devenue ces dernières années plus résistante aux variations de la production agricole,

et ce scénario fournit sans doute le rythme autour duquel se stabilisera la croissance indienne au cours des prochaines années. La croissance pourrait être plus élevée et atteindre 8 %, dans l'hypothèse d'une forte hausse du taux d'investissement public et privé, associé à des gains d'efficacité. Ce dernier scénario rejoint celui du Plan mais, compte tenu des contraintes existant sur les finances publiques, il n'est sans doute pas le plus vraisemblable.

Le programme minimum commun de la nouvelle coalition

La situation politique créée par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition rend plausible l'hypothèse selon laquelle les réformes économiques se poursuivront au rythme prudent qu'elles ont connu ces dernières années. Le programme minimum commun qui plaide pour une « croissance avec équité et justice sociale », ne paraît pas de nature à remettre en cause les conditions de la croissance. Il reprend en effet les grands objectifs de la politique économique de ces dernières années : une croissance de 7-8 % par an sur le long terme, une augmentation des dépenses publiques ainsi que des revenus budgétaires grâce à des réformes fiscales, l'élimination du déficit courant du budget central d'ici 2009. Par ailleurs il plaide pour l'augmentation des dépenses budgétaires dans les infrastructures, l'éducation et la santé, l'agriculture, et pour la mise en place d'une garantie d'emploi (100 jours par an) avec salaire minimum pour les ménages pauvres.

Le programme prévoit aussi de favoriser l'entrée de capitaux étrangers notamment dans les infrastructures, les hautes technologies et les secteurs exportateurs. Il écarte la privatisation des grandes entreprises publiques rentables mais permet l'ouverture de leur capital à des investisseurs extérieurs. Il admet la nécessité de modifier la réglementation du marché du travail, après consultation des syndicats.

Une évolution démographique favorable à la croissance

L'Inde entre actuellement dans cette phase de la transition démographique où la croissance de la population totale ralentit mais où celle de la population en âge de travailler est particulièrement forte.

La croissance démographique de l'Inde a commencé à ralentir dans les années 1990 (tombant au-dessous de 2 % par an) et la population devrait croître de 1 % par an en moyenne au cours des 25 prochaines années, atteignant 1 416 milliards en 2030. À cette date, l'Inde aura presque rattrapé la Chine (1 450 milliards). Cette évolution s'accompagnera de modifications dans la structure par âge, au profit des personnes d'âge actif (15-60 ans) : leur poids dans la population totale passera de 58 % en 2000 à 63 % en 2020, soit une augmentation de 235 millions (+ 1,7 % par an).

Cette phase de la transition démographique est en principe favorable à la croissance économique : l'augmentation des ressources en main-d'œuvre élève le potentiel de croissance du pays ; la baisse du taux de dépendance favorise la hausse du taux d'épargne. Elle est en même temps un formidable défi pour la création d'emplois car l'absorption de cet afflux de population d'âge actif exige un effort d'investissement.

Scénarios de croissance à long terme et comparaisons avec la Chine

Trois études fournissent des scénarios de croissance pour l'Inde et la Chine, jusqu'en 2030 [Germain et Guichard, 1998 ; Kouznetsoff, 2001], ou jusqu'en 2050 [Wilson et Purushothaman, 2003]. Elles estiment la croissance potentielle de ces pays en fonction de leur évolution démographique, du taux d'investissement, de la diffusion du progrès technique, et du rythme de rattrapage des pays émergents lié au rendement du capital.

Les trois études confirment que la croissance potentielle de l'Inde se situe autour de 6 % par an sur la période 2000-2010. Au cours de ces années, la vitesse de rattrapage de l'économie indienne apparaît freinée par la déficience des infrastructures et le niveau d'éducation.

Sur le plus long terme, par-delà leurs différences, elles confirment que l'Inde, comme la Chine poursuivront leur processus de rattrapage et élargiront sensiblement leur place dans l'économie mondiale. Mais leurs niveaux de revenu resteront encore longtemps très inférieurs à ceux des pays industrialisés.

Dans les deux études qui prévoient une croissance relativement modérée d'ici 2030 (en moyenne 3 % pour le monde, entre 4,5 % et 5,5 % pour l'Inde, autour de 5 % pour la Chine, avec dans ces deux cas une décélération au cours de la période), l'Inde comme la Chine auront alors presque doublé leur poids dans le PIB mondial. Au taux de change actuel l'Inde produirait alors 2,5 % à 3 % du PIB mondial et la Chine 6 %. En parité de pouvoir d'achat de 1995, leur contribution au PIB mondial serait respectivement de 9 %-11 % et 20 %. Ces estimations ne prennent cependant pas en compte les inévitables évolutions du taux de change.

L'étude faite à l'horizon 2050 ajoute un rythme d'appréciation des monnaies aux effets de la croissance en volume. La croissance de l'Inde est stable, autour de 6 %, d'ici 2040, dépassant celle de la Chine à partir de 2010. Jointe à l'appréciation de leurs monnaies, cette croissance conduirait la Chine à devenir vers 2015 la deuxième économie mondiale derrière les États-Unis et l'Inde à être vers 2030 la troisième économie mondiale devant le Japon. Ces deux économies, principaux moteurs de la croissance mondiale, auraient encore des revenus par tête faibles par rapport à ceux des pays riches, puisqu'en 2040, le revenu par habitant en Chine serait le quart et celui de l'Inde le dixième du revenu par tête aux États-Unis.

L'Inde se caractérise par des changements très progressifs de ses structures et de sa stratégie économique. Depuis 50 ans, elle a cependant significativement élevé son taux de croissance et son effort d'investissement. Au cours des prochaines décennies, l'Inde se trouvera dans une phase de sa transition démographique favorable à l'accélération de sa croissance, avec une population d'âge actif qui croît plus vite que sa population totale (une phase qu'ont déjà dépassée la plupart des pays d'Asie de l'Est et qui prend fin en Chine vers 2010). La capacité de l'Inde à tirer parti de cet atout dépendra de l'effort d'investissement qu'elle pourra réaliser, soit en mobilisant ses ressources internes, soit en attirant des financements extérieurs.

Bibliographie

- ACHARYA S., (2002) « Macroeconomic Management in the Nineties », *Economic and Political Weekly*, Vol. XXXVII, n° 16, April 20.
- BANERJEE A. et PIKETTY T., (2003) « Top Indian Incomes, 1922-2000 », www.cepremap.ens.fr/~piketty/Papers/BanerjeePiketty2003.pdf.
- BHATACHARYA B. B., (2004) « Growth and Stability in the Indian Economy in Post Reform Era : a Macro Econometric Evaluation », *mimeo*.
- DELONG J.-B., (2001) « India Since Independence : an Analytical Growth Narrative », in Dani Rodrik, ed, *Modern Economic Growth : Analytical Country Studies*.
- GERMAIN J.-M. et GUICHARD S., (1998) « L'Asie du Sud-Est : quelles perspectives de croissance à moyen terme ? », *Économie et Statistique*, n° 311.
- GORDON J. et GUPTA P., (2003) « Understanding India's Services Revolution », paper prepared for the *IMF-NCAER Conference*, 14 novembre, New Delhi.
- KOUSNETZOFF N., (2001) « Croissance économique mondiale : un scénario de référence à l'horizon 2030 », *Document de travail CEPPII*, n° 2001-21, décembre.
- MILANOVIC B., (2004) « Half a World : Regional Inequality in Five Great Federations », www.worldbank.org/research/inequality/pdf/5countries1.pdf.
- PANAGARIYA A., (2004) « India in the 1980s and 1990s : a Triumph of Reforms », *IMF Working Paper*, n° 04/43.
- RAPPORT DE LA COMMISSION DU PLAN, (2002) *Targeting Ten Million Employment Opportunities per Year*, mai.
- RODRIK D. et SUBRAMANINA A., (2004) « From "Indu Growth" to Productivity Surge : The Mystery of the Indian Growth Transition », *NBER Working Paper*, 10376, mars.
- ROUBINI N. et HEMMING R., (2004) *A Balance Sheet Crisis in India*, <http://pages.stern.nyu.edu/~nroubini/asia/india.pdf>
- SRINIVASAN T.N. et TENDULKAR S.D., (2003) « Reintegrating India with the World Economy », *Institute for International Economy*, Washington DC, mars.
- WILSON D. et PURUSHOTAMAN R., (2003) « Dreaming With BRICs : The Path to 2050 », *Global Economics Paper*, Goldman Sachs, n° 99.